



20 | L'enquête

JDD | 9 octobre 2011



Lille
Plus de dix ans
de remboursement

Le centre social de l'Arbrisseau a coûté 6 millions d'euros. Voix du Nord



Marseille
1,8 milliard de dettes

La rénovation du Stade-Vélodrome va coûter 267 millions d'euros. M. Clementz/MaxPPP

Finances Le JDD publie le palmarès des communes de plus de 100.000 habitants les plus endettées

La vérité sur la dette des villes

Matthieu Pechberly et Nicolas Prissette

La bombe est amorcée. Dans une relative opacité, des centaines de villes sont en proie à un endettement fulgurant. La faute aux emprunts toxiques distribués par des banques peu scrupuleuses, à la naïveté de certains élus et à des projets trop ambitieux. La facture s'annonce salée pour les contribuables : le surcoût s'éleverait à

6 ou 7 milliards d'euros. D'autant que les intérêts de certains prêts vont exploser à la fin de l'année. Dans l'urgence, François Fillon a débouqué 3 milliards d'euros vendredi pour permettre aux maires en difficulté de boucler leurs fins de mois. Une partie de cette enveloppe est puisée dans les caisses du Livret A, le détournant de son rôle (il est supposé financer les HLM)... Mais le geste offre un répit aux élus qui, à trois ans des

élections municipales, rêvent de lancer de grands chantiers. Le JDD publie la liste noire des villes de plus de 100.000 habitants les plus endettées. Saint-Étienne pointe en tête, Marseille mettra plus de douze ans à s'en remettre et Lille a chargé la barque. D'après la Cour des comptes, une soixantaine de maires ont saisi le médiateur désigné par le gouvernement pour renégocier leurs prêts. Près de 200 seraient

au bord du gouffre, comme Unieux, dans la Loire (lire ci-contre).

Toute la lumière n'est pas faite. La Cour déplore « l'absence regrettable de statistiques publiques officielles » sur les risques d'asphyxie financière. Un flou savamment entretenu. La dette peut être éparpillée entre la commune, l'agglomération, l'hôpital et d'innombrables sociétés d'économie mixte.

Le maire de Saint-Étienne, en pointe dans le combat contre les banquiers, réclame la création d'une structure de défaillance qui prendrait en charge l'ensemble des prêts explosifs souscrits par les édiles auprès de Dexia, les Caisses d'épargne ou les caisses régionales du Crédit agricole. Elle permettrait d'y voir clair sur le désastre. Les élus locaux veulent aussi monter leur agence, afin de lever des fonds sur les marchés sans passer par la case bancaire. Le démantèlement de Dexia (lire aussi page 19) devrait les rassurer. Ses activités de prêt aux collectivités sont promises à la Caisse des dépôts et à la Banque postale, deux établissements publics peu suspects de jouer aux

Methodologie

Les chiffres sont issus de la base du ministère des Finances (www.colloc.bercy.gouv.fr). Nous avons retenu les villes de plus de 100.000 habitants.

- La dette par habitant porte sur l'année 2010.
- Le poids de la dette représente le nombre d'années nécessaires à son remboursement sans hausse d'impôt (encours divisé par la capacité d'autofinancement).
- L'évolution du poids de la dette mesure l'augmentation de la durée de remboursement pour les communes où elle dépasse 7 ans, le seul jugé raisonnable par les experts des finances locales.

apprentis sorciers de la finance. Les villes pourraient même profiter de ce grand ménage. « Au milieu, on oubliera de demander aux villes quelques mensualités », s'amuse Philippe Laurent, maire de Secaux en charge des finances à l'Association des maires de France. ●

À Lille, la mairie assume

L'envolée est spectaculaire. Lille a vu le poids de sa dette doubler en cinq ans. Elle dépasse dix années de remboursement, contre moins de cinq en 2005. L'endettement partait de très bas, justifie-t-on sous le beffroi. « Nous avons pu lancer un vaste programme d'investissements qui soutient l'économie locale », explique Pierre de Saintignon, premier adjoint chargé des finances. Aubry assume : rénovation urbaine des quartiers sud, réhabilitation des piscines, etc. Sans emprunt toxique et à des taux au ras du plancher (2,39%). « J'en suis très fier », dit Saintignon, qui conteste le chiffre que nous publions. « Il intègre un crédit revolving que nous utilisons peu. Notre dette représente 7,9 années de remboursement. » D'après ses calculs, la dette de Lille atteignait 229 millions d'euros fin 2010, contre 289 millions selon Bercy. N.P.

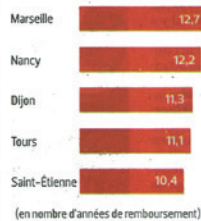
Les villes où la dette s'envole



Marseille plombé pour longtemps

La deuxième ville de France est aussi la deuxième la plus endettée derrière Saint-Étienne. Marseille croque sous 1,8 milliard d'euros de dette, soit 2.118 € par habitant, pour un budget de 1,7 milliard d'euros en 2010. La mairie a lancé d'importants investissements d'infrastructures. La rénovation du Stade-Vélodrome, par exemple, coûte 267 millions d'euros. La communauté urbaine de Marseille-Provence connaît le même sort. Ses dettes ont doublé depuis que le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, la préside. Seul positif, la cité phocéenne n'a quasi pas souscrit d'emprunts « toxiques ». Pour cause, son maire adjoint chargé des finances, Jean-Louis Tourret, est aussi banquier et président de la Banque populaire provençale et Corse. Un rempart contre les pièges financiers. M.P.

Le poids de la dette



Saint-Étienne champion de France

Les Stéphanois sont les champions de la dette nationale. Les villes pourraient même profiter de ce grand ménage. « Au milieu, on oubliera de demander aux villes quelques mensualités », s'amuse Philippe Laurent, maire de Secaux en charge des finances à l'Association des maires de France. ●

design, tramway Zénith... Il n'en arrêtera toutefois aucun. « Contentieux avec les entreprises aurait coûté encore plus cher ». L'édile se démine pour éviter une mise sous tutelle. Procès aux banques, hausses d'impôts (+9%), gel des traitements des 3.500 agents (ils manifestaient la semaine dernière). Les premiers résultats lui redonnent confiance : l'endettement est réduit à 365 millions d'euros, soit 15 millions de moins par rapport à 2008 et 18 années de remboursement économisées. Reste 7 emprunts toxiques à purger. Certains risquent de générer des taux d'intérêt assésins de 30%. La menace plane toujours. N.P.